|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Conseiller du Ministre de l’Economie,**  **de la Planification du Développement et de la Coopération Internationale** | | | |
| Rapports à | Ministre de l’Economie, Planification du Développement et de la Coopération Internationale | Ministère | Economie, Planification du Développement et de la Coopération Internationale |
| Nombre de subordonnés directs |  | Bureau | Cabinet du Ministre |
| Nombre de rapports indirects |  | Famille d’emplois | Conseillers |
| Niveau | Direction |
| Grade d’emploi |  | Emplacement | N’Djamena |
| Profil vérifié par : |  | Date de profilage |  |

| **Contexte :** |
| --- |
| La République du Tchad traverse un contexte difficile, marqué par, entre autres : (i) l’insécurité, au plan national et sous-régional, avec des conséquences dévastatrices sur la vie des populations et sur l’équilibre des finances publiques, (ii) la pandémie du Covid-19, qui a fortement perturbé l’activité économique et les cours des produits d’exportation, notamment le pétrole, et (iii) la transition politique en cours, engendrée par le décès sur le front, en avril 2021, du Maréchal du Tchad IDRISS DEBY ITNO. Selon les données du FMI (Perspectives économiques régionales, Oct. 2021), en 2022, la croissance serait de 4,1% contre 3,7% estimée à fin 2021. S’agissant de l’inflation, le taux serait légèrement au-dessus de la norme communautaire de 3% à cause du déficit des produits céréaliers occasionné par la mauvaise campagne agricole 2021-2022. Au niveau des Finances publiques, l’année 2022 sera marquée par une hausse de 24% des recettes budgétaires et une maîtrise des dépenses publiques qui se traduit par une baisse de 4% par rapport à son niveau de 2021.  Dans ce contexte, le Gouvernement du Tchad est résolument engagé dans une Transition politique rapide, apaisée et inclusive. A cet égard, plusieurs actions clefs ont déjà été prises, incluant : (i) l’adoption d’une feuille de route de la Transition, (ii) la mise en place du Conseil National de Transition, qui fait office d’Organe législatif, (iii) la mise en place du Comité technique spécial pour discuter avec les groupes militaires (politico-militaires) dans le cadre de la réconciliation nationale et la participation au dialogue, (iv) la mise en place du Comité chargé d’organiser le dialogue national (CODNI), et (v) l’organisation des pré-dialogues.  Parallèlement, tout en investissant dans la réponse aux besoins prioritaires immédiats des populations, le Gouvernement a entrepris avec les partenaires techniques et financiers le processus d’élaboration du Plan National de Développement (PND) pour la période 2022-2026, qui sera le second plan du genre dans le cadre de la mise en œuvre de la Vision prospective à l’horizon 2030 « Le Tchad que nous voulons ». Pour le Gouvernement, l’enjeu de cet effort est important. Dans un contexte de crise du Covid-19, mais aussi d’instabilité sous-régionale marqué par la présence active de plusieurs groupes armés, y compris le Boko Haram dans la région du Lac Tchad, il s’agit d’améliorer les conditions de vie des populations, donner aux jeunes de nouvelles perspectives économiques et sociales mais aussi créer les conditions d’une paix durable dans le pays.  Dans cette dynamique, le Ministre de l’Economie, de la Planification du Développement et de la Coopération Internationale avec l’appui du Programme des Nations Unies ( PNUD) Tchad décide de mobiliser les services d’un Consultant de haut niveau qui aura la fonction de Conseiller Technique chargé de renforcer les capacités du ministère en vue d’améliorer la mise en œuvre de ses priorités stratégiques. |

| **Fonctions principales :** |
| --- |
| Placé sous la supervision directe du Ministre, le Conseiller Technique aura pour fonction de :   1. Faciliter au sein du ministère, l’incubation de programmes innovants dans divers domaines, notamment la technologie, les infrastructures, le développement de l’agriculture, la recherche et le développement, la gestion des connaissances et l’analyse des données ; 2. Fournir un appui technique aux Services techniques du ministère et aux autres départements techniques pour l’élaboration et l’exécution des projets et programmes prioritaires, ainsi que le Plan National de Développement (PND) et le Plan Directeur d’Industrialisation et de la Diversification Economique (PDIDE); 3. Construire et soutenir des initiatives de renforcement des capacités techniques des fonctionnaires en charge de la gestion des initiatives liées au Programme National de Développement et du Plan Directeur d’Industrialisation et de la Diversification Economique ainsi que des autres Programmes sectoriels ; 4. Soutenir les efforts du ministère visant à renforcer ses capacités dans les domaines clés tels que la planification et la conception de programmes spécifiques liées à l’alimentation et la nutrition, l’énergie, l’eau, les infrastructures, les filières porteuses, les technologies de l’information et de la communication et l’économie numérique, la gouvernance des ressources naturelles, le changement climatique et le développement et l’innovation institutionnelle et du capital humain ; 5. Fournir un soutien consultatif dans la mise en place et l’application de normes et de standards dans les priorités thématiques publiques pour accélérer l’intégration nationale à travers la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND) et Plan Directeur d’Industrialisation et de la Diversification Economique (PDIDE) ainsi que les programmes sectoriels ; 6. Fournir un soutien technique au ministère dans la mise en œuvre des recommandations des politiques publiques au niveau national ; 7. Soutenir le suivi et l’évaluation et les progrès en matière de mise en œuvre du Plan National de Développement et du Plan Directeur d’Industrialisation et de la Diversification Economique en vue d’atteindre ses principaux objectifs aux fins de production de rapports techniques pour le gouvernement, les autres départements ministériels, les partenaires techniques et financiers ainsi que les médias et les citoyens ; 8. Apporter un soutien aux efforts du cabinet du Ministre ainsi que des services techniques dans l’élaboration des politiques publiques nationales ; 9. Soutenir les services techniques du ministère dans leurs efforts d’amélioration de la coordination, la facilitation et de la promotion de la coopération avec les partenaires stratégiques et les parties prenantes du Tchad dans le cadre de la mobilisation efficace des ressources ; 10. Soutenir et conseiller le Ministre dans la coopération avec le secteur privé ; 11. Soutenir le travail de coordination entre les institutions spécialisées, les organes et les autres institutions de l’Etat afin de créer un environnement propice et favorable à la réalisation des objectifs et des priorités en matière de développement. |

| **Autres responsabilités :** |
| --- |
| Développement, gestion et maintien des relations avec les Partenaires internes et externes.   1. Le conseiller Technique facilitera l’élaboration et la mise en œuvre de stratégies visant à renforcer et maintenir un dialogue permanent avec les partenaires techniques et financiers dans le pays et à l’échelle internationale ; 2. Il soutiendra le développement et la gestion d’un partenariat efficace visant à soutenir les structures nationales de développement ; 3. Il soutiendra le développement des relations avec les organisations multilatérales telles que l’ONU, la Banque mondiale, le FMI, l’OMC, etc., fournissant ainsi une plate-forme unique pour l’engagement avec ces agences et autres partenaires. 4. Il fournira des réflexions stratégiques et facilitera la coordination des relations avec les partenariats stratégiques continentaux tels que la TICAD, le FOCAC, etc., fournissant ainsi une plate-forme unique pour l’engagement avec ces partenaires. |

| **Livrables attendus :** |
| --- |
| Au terme du présent contrat, le Conseiller Technique doit avoir :   1. Finalisé le processus d’élaboration du PND ; 2. Proposé un plan de financement du PND et du PDIDE et une stratégie de leur mise en œuvre ; 3. Finalisé la stratégie de partenariat et de mobilisation des ressources ; 4. Finalisé un plan ou programme de renforcement des capacités pour la mise en œuvre réussie du PND et du PDIDE.   Le Conseiller technique Senior du Ministre doit fournir sur une base mensuelle ou trimestrielle les livrables suivants :   1. Une série de TDR techniques en vue du développement des capacités nécessaires à la mise en œuvre réussie du PND et PDIDE : TDR stratégie de mise en œuvre du PND et du PDIDE ; TDR stratégie de communication du PND du PDIDE ; TDR stratégie de financement du PND et du PDIDE ; TDR stratégie de partenariats autour du PND ; 2. Un rapport technique mensuel restituant les progrès de l’élaboration et de la mise en œuvre de stratégies visant à dialoguer avec les partenaires techniques et financiers dans le pays et à l’échelle internationale pour fournir les solutions de financement du PND et du PDIDE ; 3. Un rapport trimestriel décrivant les progrès d’incubation de programmes innovants dans divers domaines, notamment la technologie, les infrastructures, le développement de l’agriculture, la recherche et le développement, la gestion des connaissances et l’analyse des données. A la fin du contrat, trois programmes doivent avoir été identifiés, validés, et incubés ; 4. Un rapport trimestriel des activités de renforcement de capacite conduits par le ministère en vue de renforcer les compétences en matière de planification, de gestion, de contrôle et d’évaluation des programmes liés au PND et du PDIDE ; 5. Un rapport mensuel sous forme de tableau de bord des engagements techniques du ministère avec les partenaires techniques, financiers et stratégiques du Tchad tout au long du processus d’élaboration du PND ; 6. Un rapport mensuel établissant une analyse synoptique des fiches, comptes rendus de mission, discours, compte rendu de réunions ministériels, durant le mois précèdent. |

| Relations clés | |  |
| --- | --- | --- |
| Relations internes | | |
| Qui | Fréquence | Pourquoi |
| * Le Ministre | Régulièrement |  |
| * Comité d’Orientation de la mise en œuvre du PND et PDIDE | Régulièrement |  |
| * Secrétariat Général du Ministère | Régulièrement |  |
| * Autres départements du ministère | Régulièrement |  |
| Relations externes | | |
| Qui | Fréquence | Pourquoi |
| * Partenaires internationaux de développement | Régulièrement |  |
| * Universités, médias et autres Institutions. | Base des besoins |  |
| * Société civile | Régulièrement |  |

| **Durée et lieu de la mission** |
| --- |
| La présente mission est prévue pour une durée d’un (1) an, à partir du mois de Février 2022. Elle est renouvelable, en fonction des résultats et de la disponibilité du financement.  Pendant l’exécution de la mission, le Consultant Technique sera basé à N’Djamena et installé dans les locaux du Ministère de l’Economie, de la Planification du Développement et de la Coopération Internationale. En fonction des besoins, il sera appelé à effectuer des missions, tant à l’intérieur qu’à l’extérieur du pays. |

| **Exigences académiques** |
| --- |
| Le candidat doit posséder au moins les qualifications suivantes :   1. Un diplôme universitaire supérieur (post-universitaire ou maîtrise) en économie, en ingénierie, en gestion des projets, en études liées au développement ou dans une discipline équivalente ; 2. Un programme avancé de perfectionnement ou une qualification connexe (doit être un avantage). |

| **Expérience pertinente** |
| --- |
| 1. Expérience avérée dans la conduite et la direction des affaires dans un environnement politique de haut niveau ; missions à l’échelle nationale et internationale. 2. Le candidat doit avoir fait ses preuves dans la mise en œuvre et la direction de la mise en œuvre de grands programmes et/ou projets de développement ; 3. Expérience substantielle et avérée de travail à un niveau décisionnel très élevé dans le secteur public ou des institutions similaires, des organisations/institutions régionales, des Institutions internationales et des Organisations de la société civile ; 4. Le candidat doit avoir au moins dix (10) ans d’expérience appropriée dans la direction et la gestion d’Institutions du secteur public ou d’organisations similaires à l’échelle régionale et/ou internationale ; 5. Expérience substantielle dans la direction et la gestion de programmes ou projets de développement en Afrique en vue de mobiliser un soutien et des ressources pour la conception d’initiatives, l’élaboration et la mise en œuvre de politiques/ stratégies. |

| **Autres compétences pertinentes** |
| --- |
| 1. Démontrer une solide expérience en leadership et en gestion, d’excellentes compétences en gestion organisationnelle humaine et financière, de très bonnes compétences interpersonnelles et la capacité d’organiser et de motiver les autres et de travailler dans un environnement multiculturel ; 2. Excellentes compétences en communication et capacité d’interagir avec une variété d’intervenants, y compris, à un niveau élevé et excellentes compétences en rédaction de rapports et en rapport à divers publics et à divers niveaux ; 3. Excellentes compétences en matière de vision stratégique, de planification, de mise en œuvre, de suivi et d’évaluation et de production de rapports ; 4. Bonne base sur les cadres et stratégies politiques régionaux et internationaux sur le programme national de développement du Tchad (PND) et du Plan Directeur d’Industrialisation et de la Diversification Economique (PDIDE) ; 5. Connaissance pratique de la recherche, de l’élaboration et de l’analyse des politiques, de l’élaboration et de la gestion des programmes et de la gestion de projets. |
| **Critères de sélection** |
| |  |  |  | | --- | --- | --- | | **Critères de sélection** | **Poids** | **Nombre maximum de points** | | 1. **Expertise / Qualification et expérience**  * Diplôme *(Un diplôme universitaire supérieur (post-universitaire ou maîtrise) en économie, en ingénierie, en gestion des projets, en études liées au développement ou dans une discipline équivalente)* (10 points) * Expertise professionnelle pertinente dans les domaines visés *(10 ans de direction/gestion d’institutions nationales, régionales ou internationales, dont expérience au niveau décisionnel de très haut élevé, planification/gestion/ suivi/évaluation de projets/programmes de développement en Afrique, gestion organisationnelle, etc.)*: (25 points) * Connaissance/Expérience pertinente solide en matière de partenariats et de mobilisation de ressources *(bonne connaissance des mécanismes -public et privé- de financement du développement, expérience avérée d’au moins 3 ans dans le partenariat et la mobilisation de ressources) :* (15 points) | 50% | 50 | | 1. **Autres compétences pertinentes :**  * Compétences linguistiques *(français, anglais, arabe)* : (5 points) * Connaissance du contexte national et régional : (5 points) | 10% | 10 | | 1. **Le plan de travail**  * Est-il bien défini, bien détaillé et correspond-il aux termes de référence *(exhaustivité, clarté, cohérence)* : (20 points) ? | 20% | 20 | | 1. **Méthodologie proposée et approche pour exécuter le travail selon les TDR**  * La proposition montre-elle une bonne compréhension de la mission *(exhaustivité, clarté etc.) :* (10 points) * La proposition comprend-elle un cadre méthodologique cohérent (10 points) | 20% | 20 | | ***Total*** | 100% | 100 | |